

Hansjörg Peter
Yves Nicole

Le droit en moins de 300 pages

Hansjörg Peter
Professeur à l'Université de Lausanne

Yves Nicole
Dr en droit, avocat

Schulthess § 2024
ÉDITIONS ROMANDES

Table des matières

Préface	V
Avant-propos	VII
Sommaire	IX
Abréviations	XXIX
Expressions et adages latins	XXXI
Renvois au droit romain	XXXIII
Sites de référence	XXXIII

Première partie

En général	1
I. Les sources du droit	3
A. La constitution	3
B. La loi	4
C. L'ordonnance	4
II. L'Etat et son organisation	5
A. Les trois pouvoirs	5
B. L'Etat	6
C. Les communes	6
III. Jurisprudence et doctrine	7
IV. Droit national et droit international	8
A. En général	8
B. Le droit international public (ou droit des gens)	8
C. Le droit international privé	9
V. Droit privé et droit public	10
A. En général	10
B. Critères	10
C. Exemples	11
D. Collectivité publique et droit privé	11
E. Etablissements de droit public	12
F. Rapport de droit public entre sujets de droit privé	12

Table des matières

G.	Objets du droit public	13
H.	Le droit pénal	13
I.	Droit privé, droit public, droit pénal – appliqués au même état de fait ...	14
J.	Bonne foi et politique	14
VI.	Droit matériel et procédure	14
VII.	Quelques indications pratiques	15
A.	Accès au texte légal – Editions de lois	15
B.	Langues officielles	16
C.	Recueils du droit	16
D.	Article et alinéas	17

Deuxième partie

Droit privé (ou droit civil)

I.	Les sources	21
A.	Le Code civil et le Code des obligations	21
B.	Autres lois	22
II.	Aperçu du Code civil et du Code des obligations	22
A.	En général	22
B.	Le titre préliminaire du Code civil	23
C.	Les cinq livres du Code civil	23
III.	Le Code civil	24
A.	Le droit des personnes	24
1.	En général	24
2.	La personne physique	25
a.	La personne physique et la personnalité	25
b.	Parenté et alliance	26
c.	Droit de cité et domicile	26
d.	Protection de la personnalité	27
e.	Début et fin de la vie	27
f.	La déclaration d'absence	28
g.	L'état civil	28
3.	La personne morale	28
a.	En général	28
b.	Principes	29

c.	Personnes morales de droit public	30
d.	Patrimoine et responsabilité	31
e.	L'association	31
f.	La fondation	32
B.	Le droit de la famille	33
1.	En général	33
2.	Les fiançailles	34
3.	Le mariage	35
a.	Un contrat	35
b.	Une institution civile	35
c.	La célébration	36
d.	Le divorce et la séparation de corps	36
4.	Les effets du mariage	37
a.	En général	37
b.	L'union conjugale	37
c.	Effets sur le patrimoine – le régime matrimonial	37
5.	Les enfants – la filiation	38
a.	En général	38
b.	La filiation	38
c.	L'adoption	39
d.	Effets de la filiation	39
e.	Entretien et éducation de l'enfant	40
f.	L'autorité parentale	40
6.	La famille	41
a.	En général	41
b.	La dette alimentaire	41
c.	Le ménage et l'autorité domestique	41
d.	La responsabilité	41
e.	Fondation de famille et indivision	42
7.	La protection de l'adulte	42
a.	En général	42
b.	Quelques démarches envisageables	42
c.	L'autorité de protection de l'adulte	43
C.	Droit des successions	44
1.	En général	44
2.	Les questions	44
3.	La succession	44
4.	Les héritiers légaux	45
5.	Les dispositions pour cause de mort	46
a.	En général	46
b.	Le testament	46

c.	Le testament extraordinaire	47
d.	L'héritier institué	47
e.	Limite de la liberté de faire le testament – la réserve successorale	48
f.	L'exhérédation	48
g.	Le pacte successoral	49
h.	Possibilités de disposer	49
i.	Le legs	50
j.	La charge et la condition	50
k.	La substitution	50
6.	La dévolution – les effets de la succession	51
a.	En général	51
b.	La qualité d'héritier	51
c.	Ouverture du testament	51
d.	Acquisition de la succession	51
e.	Confusion avec le patrimoine de l'héritier	52
f.	Répudiation de la succession	52
g.	Le bénéfice d'inventaire	53
h.	La liquidation officielle	53
i.	Les créanciers de l'héritier	53
j.	La pétition d'hérédité	54
k.	L'exécuteur testamentaire	54
l.	La communauté héréditaire (ou l'hoirie)	54
m.	La propriété commune	54
n.	La solidarité	55
o.	Le partage	56
p.	Les rapports successoraux	56
D.	Droits réels et droit des obligations	56
1.	Objet des droits réels et du droit des obligations	57
2.	Aspect économique	57
E.	Les droits réels	58
1.	La chose	58
a.	En général	58
b.	Meuble et immeuble	58
c.	Choses dans le commerce et choses hors du commerce	59
d.	Choses simples et choses composées – partie intégrante et accessoire	60
e.	Choses fongibles (choses de genre) et choses non fongibles (choses d'espèce)	61
f.	Choses corporelles et choses incorporelles	61
g.	Le fruit	61
2.	Possession et registre foncier	62

a. En général	62
b. Le registre foncier	62
i. En général	62
ii. Nécessité de l'inscription	62
iii. Parties	63
iv. Immatriculation	63
v. Inscriptions et autres	63
vi. Effet	64
vii. Comment inscrire – acte de disposition	64
viii. Acte authentique	65
ix. Consultation	65
x. Bonne foi	65
xi. Ancien droit	66
c. La possession	66
i. En général	66
ii. Plusieurs possesseurs de la même chose	66
iii. Fonction et distinctions	67
iv. Acquisition de la possession	67
v. Transfert de la possession	68
vi. Exercice de la possession	68
vii. Perte de la possession	69
viii. Protection de la possession	69
ix. Apparences	70
x. Chose confiée	70
xi. Chose non confiée	71
3. La propriété	71
a. En général	71
b. <i>Uti, frui, abuti</i> – utiliser, jouir, disposer	71
c. Limites du droit de propriété	72
i. Limites de droit public	72
ii. Limites de droit privé	72
d. Acquisition de la propriété	73
i. Acquisition de la propriété immobilière	73
ii. Acquisition de la propriété mobilière	74
iii. Réserve de propriété	74
iv. Acquisition dérivée	74
v. Acquisition originaire	75
vi. La construction mobilière	76
vii. Usucapion (prescription acquisitive)	76
e. Perte de la propriété	77
f. Etendue de la propriété	77
g. Propriété de plusieurs personnes	78

i.	En général	78
ii.	La copropriété	78
iii.	La propriété commune (ou propriété en main commune) ..	79
iv.	La propriété par étages	79
v.	Aspect social et économique	80
h.	Protection de la propriété	80
4.	Les droits réels restreints	81
a.	En général	81
b.	Les servitudes	82
i.	En général	82
ii.	La servitude foncière	83
iii.	Servitude ou contrat	83
iv.	L'usufruit	84
v.	Le droit d'habitation	85
vi.	Le droit de superficie	85
vii.	Le droit à une source	86
viii.	Autres servitudes	87
c.	La charge foncière	87
d.	Le droit de gage	88
i.	En général	88
ii.	Le gage immobilier	88
iii.	Le gage mobilier	89
iv.	Le droit de gage sur les créances et autres droits	90
v.	Autres gages	90
vi.	La constitution du (droit de) gage	90
vii.	Le droit de réaliser	92
viii.	Le rang	92
ix.	Un exemple	93
x.	L'intérêt (hypothécaire)	94
xi.	Paiement	94
IV.	Droit des obligations	94
A.	L'obligation	94
B.	Le Code des obligations	95
C.	Les causes des obligations	95
D.	Dispositions sur l'exécution et l'extinction des obligations ainsi que règles complémentaires	96
E.	Les actes illicites	97
1.	Acte illicite – art. 41 al. 1 CO	97
2.	Le dommage	97
3.	L'illicéité	98

4.	La causalité	98
5.	Dommmage causé à autrui	98
6.	La faute	98
7.	La preuve	99
8.	Les faits justificatifs	99
9.	La faute concomitante	100
10.	Le dommmage dans des situations particulières	100
11.	Plusieurs causes ou auteurs	101
12.	Capacité de discernement	101
13.	La responsabilité pour faute et ses limites	101
14.	La responsabilité causale ou objective	102
	a. En général	102
	b. La responsabilité de l'employeur	103
	c. La responsabilité du détenteur d'animal	103
	d. La responsabilité du propriétaire d'un ouvrage	103
	e. Autres responsabilités causales	104
15.	Assurances	105
F.	La conclusion du contrat	105
	1. Le contrat	105
	2. Conditions du contrat	105
	3. Manifestation de volonté réciproque et concordante	105
	4. Forme des contrats	107
	5. Cause de l'obligation	107
	6. La véritable volonté	108
	7. Objet du contrat	108
	8. Vices de la volonté	109
	9. La représentation	110
	10. Capacité d'exercice	111
G.	Les principaux contrats	111
	1. La partie spéciale du Code des obligations	111
	2. L'ordre des contrats	111
	3. Le contrat de vente	112
	a. En général	112
	b. Objet de la vente	112
	c. Le prix	113
	d. Les profits et les risques	113
	e. Vente mobilière et vente immobilière	113
	f. L'éviction	114
	g. La garantie en raison des défauts de la chose vendue	114

h.	Variantes du contrat de vente	116
i.	Réserve de propriété	116
4.	Le contrat de bail	117
a.	Le bail	117
b.	Bail à loyer et bail à ferme	117
c.	Bail à ferme et usufruit	117
d.	Bail à loyer et servitude	118
e.	La sous-location	118
f.	Aliénation de la chose louée	119
g.	Garanties pour le bailleur	119
h.	Protection du locataire	119
5.	Le prêt	119
a.	En général	119
b.	Le prêt à usage	119
c.	Le prêt de consommation	120
6.	Les contrats de travail, d'entreprise, de mandat	120
a.	En général	120
b.	Le contrat de travail	120
c.	Le contrat d'entreprise	121
d.	Le contrat de mandat	121
e.	Le droit du travail	121
f.	Ouvrage, matière, défaut, prix	123
g.	Un rapport entre amis – un service rendu à un ami	123
7.	Le contrat de société simple	124
8.	Quelques autres contrats	125
a.	L'échange	125
b.	La donation	125
c.	Le courtage	126
d.	Le contrat de transport	126
e.	Le dépôt	126
f.	Le cautionnement	126
g.	Le porte-fort	127
9.	Encore quelques notions	127
a.	Contrats nommés et contrats innommés	127
b.	Le contrat mixte	128
c.	Conditions générales	128
d.	Le jeu et le pari	128
H.	Exécution des obligations	129
1.	En général	129
2.	Exécution en personne ou exécution par autrui	129
3.	Le lieu de l'exécution	129

4.	Le moment de l'exécution – le terme	129
5.	Les délais	130
6.	Le contrat bilatéral et son exécution	130
7.	La dette pécuniaire – la monnaie officielle suisse	130
8.	La quittance	130
9.	La demeure du créancier	130
I.	Inexécution et mauvaise exécution	131
1.	En général	131
2.	L'action en exécution	131
3.	Action en dommages-intérêts	131
4.	Différence entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle	132
5.	Modération de la responsabilité	133
6.	Modification contractuelle du régime de la responsabilité	133
7.	Responsabilité en raison des actes d'un auxiliaire	133
8.	La demeure du débiteur	134
J.	L'extinction des obligations	135
1.	L'exécution de l'obligation	135
2.	Les droits accessoires	135
3.	La remise de dette	135
4.	La novation	136
5.	La confusion	136
6.	L'impossibilité objective subséquente	136
7.	La compensation	137
8.	La mort d'une partie	137
9.	La prescription – elle n'éteint pas l'obligation	138
K.	L'enrichissement illégitime et la gestion d'affaires (sans mandat)	138
1.	En général	138
2.	L'enrichissement illégitime	138
a.	Transfert de valeurs d'un patrimoine à un autre	138
b.	Conditions	139
c.	Effet	139
d.	Limite	139
3.	La gestion d'affaires (sans mandat)	140
L.	Autres règles de la partie générale du Code des obligations	141
1.	En général	141
2.	La prescription	141
a.	L'obligation exigible	141

Table des matières

b.	Le droit et le fait	141
c.	Le délai de prescription	142
d.	Une obligation naturelle	142
e.	L'interruption de la prescription	142
f.	La suspension de la prescription	143
g.	Prescription extinctive et prescription acquisitive	143
h.	La péremption	143
3.	La solidarité	144
a.	En général	144
b.	Effet	144
c.	Rapport interne	144
d.	Avantage	145
4.	La condition	145
a.	En général	145
b.	L'acte conditionnel	146
c.	Variantes	146
d.	La suspension et la bonne foi	147
5.	La peine conventionnelle	147
a.	En général	147
b.	Une sûreté personnelle	147
c.	Alternative ou cumulative	148
d.	Aux conditions de l'art. 97 CO	148
6.	La cession de créances et la reprise de dette	148
a.	L'obligation et les tiers	148
b.	La cession de créances	148
i.	Forme écrite	149
ii.	Le débiteur cédé	149
iii.	Cession à part entière, à titre de gage, à titre d'usufruit	149
c.	La reprise de dette	150
i.	En général	150
ii.	La reprise de dette interne	150
iii.	La reprise de dette privative	150
iv.	Vente immobilière et reprise de dette	150
M.	Les sûretés ou garanties	151
V.	Le droit commercial	153
A.	En général	153
B.	Le droit des sociétés	153
1.	La société (commerciale)	153
2.	Personnalité entière ou partielle	153
3.	La société simple (rappel)	154

4. Points communs et différences	154
5. La société en nom collectif	154
6. La société en commandite	155
7. La société anonyme	155
a. En général	155
b. L'assemblée générale	156
c. Sociétés anonymes de droit public	156
d. SA	157
e. Responsabilité	157
8. La société en commandite par actions	157
9. La société à responsabilité limitée	157
10. La société coopérative	158
C. Le registre du commerce, les raisons de commerce, la comptabilité commerciale	159
1. Le registre du commerce	159
2. La raison de commerce	160
3. La raison individuelle	160
4. La comptabilité	160
D. Les papiers-valeurs	160
VI. Procédure et exécution forcée	161
A. Le droit matériel	161
B. Le droit de la procédure	162
C. L'exécution forcée	162
D. Droit fédéral et droit cantonal	163
E. L'organisation judiciaire	163
1. Droit cantonal	163
2. Le troisième pouvoir	164
3. Les tribunaux fédéraux	164
4. Les tribunaux militaires	164
F. Le déroulement d'une procédure civile	165
1. Les parties	165
2. La compétence	165
a. Le for	165
b. La compétence à raison de la matière	166
c. Autorité correctement nommée et composée	166
3. L'action – conciliation, demande, réponse, réplique, duplique	167
4. Les preuves – la procédure probatoire	167

5. Le jugement	168
6. Appel ou recours	168
7. Procédure ordinaire ou sommaire	169
8. Force et autorité de la chose jugée	170
G. L'exécution forcée	170
1. En général	170
2. Prétentions pécuniaires et prétentions non pécuniaires	171
3. La poursuite pour dettes et la faillite	171
a. En général	171
b. La réquisition de poursuite	171
c. Le commandement de payer	172
d. L'opposition	172
e. La mainlevée de l'opposition	173
f. La mainlevée définitive	173
g. La mainlevée provisoire et l'action en libération de dette	173
h. L'action en reconnaissance de dette	174
i. Continuation de la poursuite	174
j. Modes de poursuite – saisie, réalisation de gage, faillite	175
k. Réalisation	176
l. La véritable force des droits	177
m. Un droit simple et efficace	177

Troisième partie

Droit public	179
I. Notions générales	181
A. Le droit constitutionnel et le droit administratif	181
B. L'Etat	181
II. Les sources du droit public	182
A. La Constitution, les lois et les ordonnances	182
1. La Constitution	182
a. Généralités	182
b. Les règles contenues dans la Constitution fédérale	182
c. Les droits constitutionnels	183
d. Les constitutions cantonales	183
2. La loi	183
a. Généralités	183
b. Le contrôle de la constitutionnalité des lois fédérales	183

3.	Les ordonnances	184
a.	Généralités	184
b.	Contenu	184
c.	Le contrôle des ordonnances	184
B.	Les trois niveaux de législation en droit suisse	185
1.	Le droit fédéral	185
2.	Le droit cantonal	185
a.	Les domaines concernés	185
b.	Relation entre le droit fédéral et le droit cantonal	186
3.	Le droit communal	186
a.	Généralités	186
b.	Les domaines concernés	186
C.	Le droit international	186
1.	En général	186
2.	Règles de conflit	187
D.	Le droit non édicté et la jurisprudence	187
1.	Le droit non édicté	187
a.	Le droit coutumier	187
b.	Les règles générales	187
2.	La jurisprudence	187
III.	Les principes fondamentaux du droit public	188
A.	Les limites du pouvoir de l'Etat	188
1.	En général	188
2.	Les droits individuels sont dirigés contre l'Etat	189
3.	Droit à des prestations positives de l'Etat?	189
4.	Les limites du droit constitutionnel	189
B.	Les principes généraux de droit public	190
1.	La légalité	190
a.	En général	190
b.	Justification	190
c.	Signification	190
d.	L'application de la loi	191
2.	L'intérêt public	192
a.	En général	192
b.	Contenu de l'intérêt public	192
c.	La balance des intérêts	192
3.	La proportionnalité	192
4.	L'égalité	193
a.	En général	193

b.	L'égalité dans la loi	193
c.	L'égalité devant la loi	193
i.	Le déni de justice formel	194
ii.	Le déni de justice matériel	194
d.	Le cas particulier de l'art. 8 al. 3 Cst.	195
IV.	Le droit administratif matériel	196
A.	Le rapport de droit administratif en général	196
1.	Introduction	196
2.	Les actes administratifs	196
B.	Les décisions	197
1.	Introduction	197
2.	Définition	197
3.	Types de décisions	198
4.	Les autorisations	198
C.	Les autres actes administratifs	198
1.	Les contrats de droit administratif	198
2.	Les concessions	199
D.	L'exécution forcée en droit administratif	199
1.	La poursuite pour dettes	200
2.	L'exécution par équivalent	200
3.	La contrainte directe	200
V.	L'organisation de l'administration et la procédure	200
A.	L'administration	200
1.	L'administration centrale	200
2.	Les services décentralisés	201
3.	Les collectivités publiques décentralisées	201
4.	La collaboration de l'Etat avec les administrés	201
a.	Les concessions	202
b.	La délégation	202
c.	Les entreprises d'économie mixte	202
5.	Les rapports de service	202
B.	Le contrôle de l'administration	203
1.	Le contrôle interne de l'administration	203
2.	Le contrôle parlementaire	203
a.	En général	203
b.	Le droit fédéral	203

C.	La procédure administrative	204
1.	Les sources et les parties à la procédure	204
a.	Les sources	204
b.	Les parties	204
2.	La compétence	205
3.	Le déroulement de la procédure	205
D.	La juridiction administrative	205
1.	Le recours à l'administration	206
a.	Généralités et sources	206
b.	Le pouvoir d'examen	206
c.	La légitimation (qualité pour agir ou pour recourir)	206
2.	Le recours au juge	206
a.	Généralités et sources	206
b.	Le recours de droit administratif	207
c.	La qualité pour recourir	207
d.	Le recours en matière de droit public au Tribunal fédéral	208
VI.	L'aménagement du territoire	209
A.	Sources et but de l'aménagement du territoire	209
B.	Les outils de l'aménagement du territoire	210
1.	Les plans directeurs	210
2.	Les plans d'affectation	210
3.	Les autorisations de construire	211
VII.	Le droit de l'environnement	212
A.	Les sources du droit de l'environnement	212
B.	Les mécanismes de protection	213
1.	Les concepts de rattachement	213
a.	La notion d'installation	213
b.	La notion d'atteinte à l'environnement	214
2.	Les principes de protection	214
a.	Prévention	214
b.	Développement durable	214
c.	Causalité	214
d.	Appréciation globale des atteintes (évaluation d'ensemble)	214
3.	La mise en œuvre des principes	215
C.	Quelques domaines en particulier	216
1.	La protection contre le bruit	216
2.	La protection de l'air	216
3.	Les déchets	216

VIII. Le financement de l'activité publique	216
A. Introduction	216
B. Les impôts	217
1. Définition	217
2. Distinctions	217
3. Le cas particulier des impôts liés aux transactions immobilières	217
4. Les principes applicables	218
C. Les taxes	218
D. Les contributions	219
E. Autres types de redevances	219
IX. L'expropriation	219
A. Introduction	219
B. L'expropriation formelle	220
C. L'expropriation matérielle	220
D. La compensation de la plus-value selon la loi sur l'aménagement du territoire révisée	223
 Quatrième partie	
Droit pénal	225
I. En général	227
II. La partie générale du Code pénal	228
III. La partie spéciale du Code pénal	230
IV. Troisième livre du Code pénal et autres lois	231
V. La procédure pénale	232
 Cinquième partie	
Le point, en bref	235

Annexes	239
I. Droit privé et droit public	241
II. La poursuite	241
III. Exemple d'un extrait du registre foncier	242
IV. Les étapes de la procédure administrative	243
V. Les outils de l'aménagement du territoire	243
VI. Extrait d'un plan d'affectation	244
VII. Glossaire	245
VIII. Faire les commissions	255
Index	259
I. Des lois et autres textes officiels cités	259
II. Des mots-clefs	263